



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION
GENERALE

Bureau de l'Environnement

Affaire suivie par Mme FAUVEL

☎ 03.87.34.85.30 - FF/DR

FAX 03 87 34 85 15

A R R E T E

N° 2000 - AG/2 - 326

en date du 19 OCT. 2000

prescrivant à la Société E.D.S. la remise en état du site
exploité zone du Malambas à HAUCONCOURT.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA MOSELLE
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

Vu la loi n°76/663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°77/1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application
de la loi susvisée et notamment les articles 18 et 34.1 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°87-AG/2-252 du 13 avril 1987 autorisant la société
E.D.S. à exploiter un dépôt de gaz combustibles liquéfiés en bouteilles, zone du
Malambas, à HAUCONCOURT ;

Vu la déclaration de cessation d'activités adressée par la société E.D.S. le
26 avril 2000 à la Préfecture de la MOSELLE ;

Vu le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 30 juin
2000 ;

Considérant que la société E.D.S. précise dans sa déclaration de cessation
d'activités que :

- l'activité consistait à stocker et distribuer du gaz en bouteilles aux clients de la
société BUTAGAZ ;
- la société BUTAGAZ a récupéré son stock de bouteilles de gaz ;

- il ne reste sur le terrain que des bâtiments inoccupés ne présentant aucun risque pour l'environnement ;

Considérant que la société E.D.S. ne donne pas d'indication sur l'état du sol du site sur lequel elle a exercé son activité ;

Considérant qu'il appartient à la société E.D.S. de fournir des éléments complémentaires permettant d'apprécier les conditions de remise en état du site ;

Considérant que la référence en matière de gestion des sites et sols (potentiellement) pollués est définie par le Guide Ministère de l'Environnement – B.R.G.M. "Gestion des Sites (potentiellement) pollués – mise à jour mars 2000 – version 2" ;

Considérant que la qualité de remise en état du site doit être appréciée au regard du guide précité ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 19 septembre 2000 ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

ARRETE

Article 1

La société E.D.S. est autorisée à exploiter, sous couvert de l'arrêté préfectoral n°87-AG/2-252 du 13 avril 1987, un dépôt de gaz combustibles liquéfiés en bouteilles à HAUCONCOURT, Zone Industrielle du Malambas.

Pour la remise en état du site relatif à l'arrêté préfectoral du 13 avril 1987 précité, la société E.D.S. devra respecter les prescriptions suivantes.

1.1 - Etude préliminaire – Prédiagnostic

La société E.D.S. devra remettre à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté :

- une étude historique du site considéré afin de mettre en évidence, dans toute la mesure du possible la ou les zones de dépôts anciens, la nature des produits déversés ou répandus, la ou les activités génératrices de ces produits, la période et l'importance de ces dépôts.

Cette étude sera réalisée à partir de la collecte et de l'interprétation de l'information disponible : dépouillement des archives du site, recueil de témoignages, examen d'anciens plans, relevés topographiques, photos aériennes, etc. ;

- une synthèse des données disponibles sur l'environnement de la zone et en particulier :
 - . le contexte géologique ;
 - . le contexte hydrogéologique ;
 - . le mode d'utilisation de la nappe, notamment à l'aval hydraulique de la zone ;
 - . un recensement des piézomètres et puits existants ainsi qu'un recueil des données analytiques disponibles.

1.2 - Etude diagnostic du site : l'étude des sols

Sur la base des éléments de l'étude préliminaire, la société E.D.S. fera réaliser, au moyen d'investigations de terrain adaptées au problème rencontré une étude de nature à :

- déterminer l'état de contamination du site : localisation précise des dépôts ; quantité, nature, état physique, mobilité, biodégradabilité des substances dangereuses et/ou polluantes qui s'y trouvent ; reconnaissance de la qualité des terrains environnants, y compris de ceux extérieurs à l'emprise du site mais pouvant être affectés par la pollution en provenance de celui-ci ;
- quantifier l'impact actuel des dépôts et pollutions diverses sur l'environnement ;
- évaluer le risque à long terme : évaluation simplifiée des risques et classement du site.

Cette étude de l'état du site et de son impact sera fondée essentiellement sur la réalisation de sondages, prélèvements et analyses d'échantillons de résidus, matériaux et sols contaminés, eaux souterraines, gaz, etc.

Une attention particulière devra être portée à la réalisation de l'échantillonnage de telle sorte que celui-ci soit représentatif de la situation. Les procédures de prélèvement, conditionnement, transport, conservation, quartage des échantillons devront être conformes aux règles de l'art et garantir au mieux leur intégrité. Les tests et analyses dont la nature sera déterminée en prenant en considération les informations recueillies lors de l'étude préliminaire, devront être réalisés par des laboratoires disposant des qualifications nécessaires et mettant en œuvre les techniques adaptées à la mesure des paramètres et de substances recherchées (conformité aux normalisations en vigueur et aux règles de l'art).

Avant le lancement de cette étude diagnostic du site, la société présentera, pour accord, à l'Inspecteur des Installations Classées, dans un délai d'un mois après remise de l'étude préliminaire, un programme prévisionnel de réalisation des études et investigations comprenant au minimum :

- la campagne de prélèvement projetée (type, nombre, localisation, profondeur, etc.) ;
- les procédures d'échantillonnage des sols, déchets, eaux, gaz, etc. ;
- le type d'analyse et de caractérisation des échantillons ;
- un échéancier de réalisation réaliste compte tenu des investigations à conduire (6 à 12 mois).

1.3 - Investigations approfondies – Etude détaillée des risques

La réalisation du prédiagnostic, de l'étude des sols et de l'évaluation simplifiée des risques pourra mettre en évidence la nécessité de poursuivre la procédure par des investigations approfondies qui donneront lieu à un nouvel arrêté complémentaire.

1.4 - Modalités

Le prédiagnostic, l'étude des sols, l'évaluation simplifiée des risques, les investigations approfondies et l'étude détaillée des risques seront menés conformément au guide Ministère de l'Environnement – B.R.G.M. "Gestion des sites (potentiellement) pollués – mise à jour mars 2000 – version 2". En cas de nécessité, une étude d'impact du site sera menée en suivant les mêmes principes que pour l'étude des sols.

1.5 - Traitements envisageables pour la réhabilitation

En fonction du degré de gravité des nuisances ou des risques significatifs de nuisances mis en évidence lors des études, la société E.D.S. fera réaliser une étude complémentaire visant à déterminer les travaux et aménagements préventifs et/ou curatifs nécessaires pour mettre le site en sécurité à long terme. Si plusieurs traitements sont envisageables, l'étude devra comparer :

- leur efficacité ;
- leurs avantages et inconvénients ;
- leur coût ;
- les délais nécessaires à leur mise en œuvre ;

et justifier la solution proposée sans préjudice des dispositions qui seront finalement retenues en accord avec l'Inspecteur des Installations Classées.

1.6 - Suivi des opérations

La société E.D.S. devra s'attacher les services d'un organisme qualifié à cet effet, dont le choix sera soumis à l'approbation de l'Inspecteur des Installations Classées, pour l'application des points :

1.2 - Etude diagnostic du site - Etude des sols

1.3 - Investigations approfondies - Etude détaillée des risques

1.5 - Traitement et réhabilitation.

L'Inspecteur des Installations Classées sera tenu informé, en tant que de besoin, de l'état d'avancement des opérations et des résultats obtenus. Il pourra demander que des prélèvements ou analyses complémentaires soient effectués.

Article 2

Les analyses, travaux et études nécessaires pour satisfaire aux dispositions de l'article 1 ci-dessus sont à la charge de l'exploitant.

DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

Article 3 - Infractions aux dispositions de l'arrêté

Le Préfet pourra mettre en oeuvre la procédure prévue à l'article 23 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 4 - Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'HAUCONCOURT et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Une ampliation de l'arrêté sera adressée au conseil municipal d'HAUCONCOURT.

3°) un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article 5 - Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente autorisation afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement autorisé.

Article 6 - Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
Le Sous-Préfet de METZ-CAMPAGNE,
Le Maire d'HAUCONCOURT,
Les Inspecteurs des Installations Classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de STRASBOURG par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 19 OCT. 2000

LE PREFET,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

POUR AMPLIATION

Le Chef de Bureau

Martine LEROY



Marc-André GANIBENO